

DANS CETTE ÉDITION:

1. ▶ La CIT nomme son nouveau président
2. ▶ Le point sur les recours espagnols au sujet du Tibet
3. ▶ Un rapport du Parlement européen condamne les violations des droits de l'Homme au Tibet
4. ▶ Projection du film *Leaving fear behind*, de Dhondup Wangchen, au Parlement européen
5. ▶ Visite controversée en Chine du Premier ministre britannique David Cameron
6. ▶ Deux auto-immolations de plus en décembre 2013
7. ▶ Veillée devant une prison en soutien à un moine tibétain
8. ▶ Le point sur les prisonniers politiques
9. ▶ Suggestion de lecture
10. ▶ Événements à venir

La CIT nomme son nouveau président

La Campagne internationale pour le Tibet a l'honneur d'annoncer l'arrivée de **Matteo Mecacci**, défenseur des droits de l'Homme et de la démocratie de premier plan, en tant que nouveau président de la CIT.



Matteo Mecacci et le Dalai-Lama en conférence de presse à Assago, en Italie, le 28 juin 2012.

Richard Gere, président du conseil de la CIT, a déclaré : « Nous sommes heureux d'accueillir **Matteo** à un moment important et stimulant pour la CIT et pour le mouvement pour le Tibet à travers le monde. Je connais **Matteo** et je travaille avec lui depuis de nombreuses années et c'est un leader énergique, empathique et créatif qui a fait ses preuves dans le domaine des démocraties en évolution dans le

monde entier. **Matteo** a une relation très forte avec le **Dalai-Lama** et le Tibet, est conscient de la dynamique politique, culturelle et sociale régnant en Chine et au Tibet et apporte à la CIT son expérience considérable en matière de diplomatie, de démocratie et de défense des droits. » **Matteo Mecacci**, ancien député italien qui a fait avancer la cause des droits de l'Homme et de la démocratie en Italie et dans le

monde entier, a également fait partie de la délégation italienne auprès de l'**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)**.

Il mènera la mise en œuvre d'un plan stratégique de cinq ans qui aidera la CIT à capitaliser sur le succès de 25 années de défense des droits et à approfondir l'impact de son travail en faveur du peuple tibétain.

Matteo Mecacci a déclaré : « À mesure que la Chine prend de l'assurance sur la scène mondiale, le besoin de faire progresser la lutte pour la survie de la culture et des libertés tibétaines prend de l'importance, non seulement pour les Tibétains mais pour le monde entier. Le travail de la CIT est essentiel car il montre que la force de la vérité et des valeurs humaines ne peut être jugulée et il veille à ce que la résistance et l'esprit du peuple tibétain aient un impact dans les capitales et les sociétés du monde libre. »

Matteo Mecacci, né à Florence, en Italie, a été député à la Chambre des députés italienne (et membre de son comité des affaires étrangères) et a été élu à l'assemblée parlementaire de l'**OSCE**.

> Suite page 2



> Suite de la page 1

Juste avant de prendre la présidence de la **CIT**, il a dirigé la mission de l'**OSCE/bureau des institutions démocratiques et les droits de l'Homme (BIDDH)** de contrôle des élections présidentielles en Géorgie.

Matteo Mecacci a été élu président de l'intergroupe parlementaire italien pour le Tibet après avoir été élu député pour le Parti radical sur la liste du Parti démocratique au cours des élections générales de 2008. En novembre 2009, il a organisé à Rome la 5^e Convention mondiale des parlementaires sur le Tibet. Il est devenu coprésident du réseau en compagnie du député européen **Thomas Mann** en juin 2010. **Matteo Mecacci** a joué un rôle actif dans la promotion de la démocratie tibétaine en exil et a été membre de la mission d'observation des élections au Tibet en 2011, lorsque la communauté tibétaine en exil a procédé à des élections aux postes de responsabilité de l'administration centrale tibétaine.

Matteo Mecacci a été représentant du Parti radical transnational et de **No Peace Without Justice** aux Nations unies, à New York, entre 2000 et 2008, où il a coordonné différentes campagnes de promotion de la démocratie et de défense des droits de l'Homme. Il a fait partie d'une coalition d'ONG internationales défendant la réforme des Nations unies, en particulier la Commission des Nations unies sur les droits de l'Homme, et a été l'un des promoteurs du comité international de pilotage de la Communauté des démocraties.

Matteo Mecacci a également joué un rôle important dans la campagne internationale qui a mené en 2007 à l'adoption de la première résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant à un moratoire mondial sur les exécutions capitales et à l'abolition de la peine de mort et il a aidé différents pays à adhérer au Statut de Rome qui a établi la Cour pénale internationale.

En tant que membre de l'assemblée parlementaire de l'**OSCE**, **Matteo Mecacci** a été élu rapporteur en 2009 et 2010 et président du Comité sur la démocratie et les droits de l'Homme en 2011 et 2012. Durant cette période, il a participé à de nombreuses missions de contrôle électoral : Moldavie, Royaume-Uni, Bosnie-Herzégovine, Arménie, États-Unis, Biélorussie, Kazakhstan, Macédoine, Turquie, Tunisie, Ukraine, Kirghizistan, Russie et Serbie. En 2012, il a été nommé par le président du Bureau de l'**OSCE**, le gouvernement irlandais, coordinateur spécial de la mission d'observation électorale à court terme en Serbie et en Biélorussie.

Matteo Mecacci a étudié le droit international à l'université de Florence et jouait avec passion au football avant de se lancer en politique en tant que jeune activiste.

Matteo Mecacci vit avec sa partenaire Barbara, actrice et réalisatrice de documentaires qui se consacre également aux droits de l'Homme, et son beau-fils Tommaso, jeune musicien, acteur et chanteur. Il aime les voyages, la lecture, l'opéra, la musique, l'art et le théâtre. ■

Le point sur les recours espagnols au sujet du Tibet

Juristes et experts en droit international ont commenté la réaction chinoise aux décisions de la Cour pénale espagnole envers l'ancien chef du Parti communiste chinois Hu Jintao et cinq autres dirigeants chinois. Juristes et professeurs se sont exprimés à une conférence à l'université de Valence, en Espagne, à la suite de l'ordre donné le 18 novembre d'émission de mandats d'arrêt à l'encontre de cinq dirigeants chinois, y compris l'ancien président et secrétaire du Parti Jiang Zemin, pour les politiques menées au Tibet. Ces mandats d'arrêt ont suivi la mise en examen le 9 octobre de Hu Jintao pour génocide au Tibet. L'institut confucéen de l'université de Valence a cherché à faire pression sur l'université en accueillant un événement promouvant la culture chinoise officielle pendant les deux jours de la conférence, tandis que le visa de l'un des témoins tibétains qui devait s'exprimer a été refusé par l'ambassade espagnole en Inde.

Les développements récents dans ces recours sont les suivants :

- L'un des témoins-clés tibétains de l'affaire, le moine **Palden Gyatso**, qui a passé 33 années en prison et en camp de travail, s'est vu refuser un visa par l'ambassade espagnole en Inde, visa qui lui aurait permis de se rendre à la

conférence sur la juridiction universelle de Valence le 29 novembre, et ce bien qu'il se soit déjà rendu en Espagne auparavant. La raison de ce refus n'est pas claire mais cette décision est contestée par l'université de Valence et l'équipe juridique à l'origine des recours.

- L'Institut confucéen de l'université de Valence a tenu une exposition officielle promouvant la culture chinoise pendant les deux jours de la conférence concernant les recours tibétains. Défendant la nécessité d'exposer les crimes contre l'humanité au Tibet par le biais de ces recours, le professeur espagnol **Javier de Lucas** a écrit dans le quotidien espagnol El País que ceci mettait en évidence les dangers pour

Tibet Brief

Un rapport de la Campagne Internationale pour le Tibet



Janvier 2014

un institut universitaire d'accueillir de la propagande gouvernementale. ([El País, "Dos Chinas en Valencia"](#))

- L'équipe juridique espagnole a adressé par le biais de la Cour 48 questions à l'ancien secrétaire du Parti et président **Hu Jintao** concernant les politiques qu'il a menées au Tibet.

- Un officiel chinois, **Zhu Weiquin**, a qualifié les décisions des juges espagnols de "persécution malveillante" émanant probablement d'un « complot de la clique du **Dalai-Lama** ». Le professeur **Manuel Ollé Sesé**, spécialiste de droit pénal et avocat en charge de recours en juridiction universelle concernant le Tibet, l'Argentine et le Guatemala, a déclaré : « Une autre réaction eût été surprenante. Nous devons rappeler à la Chine deux choses. L'une, c'est que la communauté internationale s'est mise d'accord il y a longtemps pour établir que la persécution de ces crimes était une obligation pour tous les états et qu'ils ne peuvent rester impunis. L'autre, c'est qu'il ne s'agit pas d'un recours de l'Espagne contre la Chine mais de la procédure d'une cour de justice envers des défendeurs chinois individuels accusés des crimes internationaux les plus graves. »

José Elías Esteve Moltó, avocat principal en charge de la recherche et rédacteur des deux recours, a déclaré à la **CIT** : « Nous espérons que la mise en examen de **Hu Jintao** et les mandats d'arrêt envers les cinq autres défendeurs serviront à la communauté internationale à mieux distinguer les lignes rouges qui n'auraient jamais dû être franchies en politique internationale, au Tibet et en Chine. Au-dessus de la complicité avec les intérêts économiques et géopolitiques, il y aura toujours la vérité, la justice et les droits de l'Homme. Nous sommes sûrs que ce combat contre l'impunité bénéficiera au peuple tibétain et à tous les citoyens chinois persécutés par un gouvernement qu'ils n'ont pas choisi. »

La **CIT** s'est exprimé à la conférence sur la juridiction universelle de Valence des 28 et 29 novembre sur l'importance des recours concernant le Tibet et sur la situation actuelle au Tibet. Les organisateurs de la conférence **José Elías Esteve**, avocat

et professeur à l'Institut des droits de l'Homme de l'université de Valence, et le professeur **Consuelo Ramón Chornet** ont été déçus de l'absence du témoin tibétain **Palden Gyatso**, exilé en Inde, qui s'est vu refuser un visa pour l'Espagne. L'une des raisons données par l'ambassade espagnole en Inde est qu'il avait besoin d'un type spécifique d'assurance de voyage qui n'était pas aisément disponible en Inde du fait de son état de santé. Toutefois, **Palden Gyatso** s'est vu signifier en personne à l'ambassade de Delhi que personne n'était au courant de sa demande malgré les invitations formelles émanant de l'université de Valence qui avaient été auparavant officiellement reçues.

En apprenant les dernières décisions

Tibet soit amené devant la justice ».

Dans un article publié par El País le 28 novembre, **Javier de Lucas**, professeur de philosophie du droit, a noté qu'à la différence de l'exposition chinoise organisée par l'institut confucéen, l'institut des droits de l'Homme n'avait reçu aucune aide de la part de l'université de Valence pour la conférence sur la juridiction universelle, ajoutant : « Il apparaît que ce point de vue critique du gouvernement chinois, et de ce que beaucoup d'entre nous considèrent comme un génocide au Tibet, arrive au mauvais moment. [...] Nombreux sont ceux, plus nombreux que ce que nos prudentes et réalistes autorités semblent croire, qui désirent que l'université reste un lieu de savoir critique et de débat ouvert qui ne doivent



(De gauche à droite) José Elías Esteve, Alan Cantos (CAT), Thubten Wangchen, Palden Gyatso, Tagna Jigme Sangpo, le prisonnier politique tibétain qui a passé le plus de temps en prison, et Kalsang Phuntsok, alors président du Congrès de la jeunesse tibétaine, déposant plainte auprès de la Cour nationale contre sept hauts fonctionnaires du gouvernement chinois, le 28 juin 2005. (Photo : Ángel López-Soto pour le CAT)

concernant les recours, le moine tibétain **Palden Gyatso**, qui est âgé de 80 ans, a déclaré qu'il pouvait « mourir heureux ». **José Elías Esteve Moltó**, avocat principal en charge de la recherche et rédacteur des deux recours, et **Alan Cantos** du **Comite de Apoyo Al Tibet (CAT)** à Madrid (comité de soutien au Tibet), qui sont à l'origine des deux actions, ont déclaré : « Par ce verdict, nous avons tenu notre promesse aux victimes tibétaines et à leurs familles de ne pas prendre de repos avant qu'au moins un des responsables de la répression brutale au

pas être remplacés par la propagande. Nombreux sont ceux, dont moi-même, qui pensent que les crimes contre l'humanité (au Tibet, en République centrafricaine ou n'importe où ailleurs) n'expirent jamais et ne doivent pas être oubliés. C'est de cette façon que les relations avec le grand peuple chinois pourront se baser sur une meilleure compréhension mutuelle. » ■

traduction de l'espagnol gracieusement assurée par le Comité espagnol pour le Tibet CAT

Un rapport du Parlement européen condamne les violations des droits de l'Homme au Tibet



MEP Eduard Kukan

Un rapport récemment adopté par le Parlement européen exprime de fortes inquiétudes concernant la situation des droits de l'Homme au Tibet, détaillant le grand nombre d'auto-immolations, le déplacement des nomades tibétains, la répression religieuse et les menaces pesant sur la survie de la langue tibétaine.

Même s'il n'est pas contraignant, ce rapport du Parlement envoie un message politique fort aux autres institutions européennes concernant les priorités qui doivent être les leurs dans les questions de droits de l'Homme.

Ce rapport, [le Rapport annuel sur les droits de l'Homme et la démocratie dans le monde en 2012](#), a été rédigé par le député européen **Eduard Kukan** (Slovaquie, Parti populaire européen), membre de la Commission des affaires étrangères, et a été adopté par le

Parlement le 11 décembre 2013

Vincent Metten, directeur politique européen de la **Campagne internationale pour le Tibet (CIT)** à Bruxelles, a déclaré : « *Le langage fort de ce rapport met en évidence les inquiétudes véritables des parlementaires européens concernant la détérioration et le danger de la situation au Tibet et mérite d'être sérieusement pris en compte au sein de l'Union afin d'obtenir des progrès significatifs en matière de droits de l'Homme. Nous accueillons notamment avec satisfaction l'accent mis sur le problème du déplacement et de la réinstallation des nomades après que le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, ait exprimé ses inquiétudes sur ce sujet en décembre 2012* ».

Ce rapport réaffirme l'importance des droits de l'Homme et de la démocratie dans toutes les activités de l'Union européenne et appelle le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ainsi que le Représentant spécial européen pour les droits de l'Homme à poursuivre l'engagement de l'Union à placer les droits de l'Homme au centre de toutes les relations européennes avec des pays tiers, y compris ses partenaires stratégiques. En appelant l'Union européenne à assurer une plus étroite coopération avec la société civile et les défenseurs des droits de l'homme, ce rapport souligne également le rôle crucial joué par la société civile dans la protection et la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme.

La **CIT** partage les inquiétudes du Parlement européen concernant le manque de progrès concrets dans

plusieurs des dialogues de l'Union sur les droits de l'Homme, soulignant en particulier l'échec du dialogue sino-européen sur les droits de l'Homme à obtenir des résultats significatifs et tangibles. Dans ce contexte, le Parlement européen encourage l'Union à poursuivre une politique plus déterminée, plus ambitieuse et plus transparente en matière de droits de l'Homme. Ces dialogues doivent être accompagnés d'outils clairs et publics permettant de mesurer objectivement leur succès et, s'ils ne sont pas constructifs, de tirer des conclusions politiques claires.

Le rapport de cette année a vu l'ajout d'une nouvelle section concernant les entreprises et les droits de l'Homme, soulignant que les entreprises européennes doivent respecter les normes de droits de l'Homme dans toutes leurs activités économiques et commerciales, y compris dans leurs opérations en dehors de l'Union, dans les pays en développement, et dans leur coopération avec les régimes autoritaires.

Ce sujet gagne encore en importance pour les activités de la **CIT** dans le contexte du lancement des négociations d'un accord sino-européen bilatéral d'investissement et des projets chinois d'exploitation massive des ressources minérales du Tibet, exploitation qui aura des conséquences environnementales et sociales dévastatrices.

La **CIT** se joint au Parlement européen pour appeler l'Union européenne à faire face au gouvernement chinois au sujet de ses performances en matière de droits de l'Homme en Chine et au Tibet et à mettre en œuvre rapidement les recommandations du Parlement dans toutes ses relations avec la Chine. ■

Projection du film *Leaving Fear Behind* de **Dhondup Wangchen** au Parlement européen



Le député européen **Leonidas Donskis** (ADLE, Lituanie) et la **Campagne internationale pour le Tibet** ont projeté le 21 janvier 2014 un important documentaire sur le Tibet au Parlement européen. *Leaving fear behind* est un film rare présentant des interviews de Tibétains de tout le Tibet exprimant avec audace devant la caméra leurs opinions concernant le **Dalaï-Lama**, les jeux olympiques de Pékin en 2008 et les droits de l'Homme au Tibet. **Dhondup Wangchen**, qui a enregistré ces interviews dans tout le Tibet, a été emprisonné pour « subversion » pendant six ans à la suite de ce film.

Cette projection au Parlement européen a été suivie d'un débat sur la situation des prisonniers politiques et la liberté d'expression au Tibet depuis 2008 et sur la relation entre la Chine et l'Union européenne. Le député **Donskis** a observé que les Tibétains font face à de nombreux obstacles : d'une part le fait que la Chine défie l'Europe avec sa « *modernisation autoritaire* » et d'autre part, le fait que le Tibet doit combattre notre « *aveuglement moral* » alors que les démocraties européennes célèbrent la puissance économique chinoise.

Leaving fear behind se base sur 35 heures de film et 108 interviews menées dans la région d'Amdo au prix de grands risques avant mars 2008. Peu de temps après la distribution du film en dehors de la Chine, **Dhondup Wangchen** a été arrêté et mis en garde à vue pour « journalisme illégal », ce qui n'est pas une infraction au regard de loi chinoise.

Ce documentaire a été projeté en secret à des journalistes à Pékin quelques jours avant le début des jeux olympiques de 2008. Le New York Times l'a décrit comme « *une mise en accusation sans fard du gouvernement chinois* ».

En 2012, **Dhondup Wangchen** a remporté le Prix de la liberté de la presse internationale décernée par le Comité de protection des journalistes. Ce prix récompense les

journalistes ayant démontré leur courage dans la défense de la liberté de la presse en dépit des attaques, des menaces ou de l'emprisonnement. Alors emprisonné, il a reçu ce prix in absentia. Sa condamnation prendra fin en 2014 mais la date exacte de sa libération reste inconnue.

Le député européen **Donskis** a souligné que ce documentaire envoie un message de courage au monde. Le courage est ordinairement l'attribut de quelques héros mais il est, dans ce film, manifeste chez toutes les personnes interviewées, chez les gens ordinaires.

Mme **Kate Saunders**, directrice de la communication de la **CIT**, et Mme **Gyaltzen Drolkar**, nonne tibétaine et ancienne prisonnière politique vivant actuellement en Belgique, ont ouvert la conférence.

Mme **Saunders** s'est concentrée sur la signification de ce film, notant que le dernier jour de tournage de **Dhondup Wangchen** était le 10 mars 2008, jour où ont éclaté les manifestations qui ont emporté le plateau tibétain. Elle s'est exprimée sur les nouvelles stratégies utilisées par les Tibétains comme **Dhondup Wangchen** pour assurer la survie de leur identité nationale et a évoqué les nouvelles chansons, la nouvelle littérature et les nouveaux blogs comme symbole de la détermination du peuple tibétain. Mme **Saunders** a donné d'autres exemples de Tibétains courageux actuellement emprisonnés pour la seule raison qu'ils ont exercé leur droit d'expression, tel **Tashi Rabten**, jeune étudiant condamné à quatre ans de prison pour avoir publié un recueil d'articles politiques concernant les protestations de 2008 à Lhassa.

> Suite page 6

> Suite de la page 5

Mme **Drolkar** a parlé de son expérience personnelle à la prison Drapchi, à Lhassa, où elle a passé 12 ans de sa vie. En 1990, à l'âge de 19 ans, elle a été arrêtée pour avoir pris part à une manifestation pacifique appelant au retour du **Dalaï-Lama** au Tibet et a été condamnée quelque mois plus tard à quatre ans de prison pour « activités séparatistes ». Toutefois, sa sentence a été allongée à 8 ans pour avoir pris part en prison à l'enregistrement en secret de chansons appelant à la liberté et exprimant sa loyauté et sa dévotion au **Dalaï-Lama** ainsi que les conditions dans la prison Drapchi. Le groupe de 14 nonnes ayant participé à cet enregistrement et à sa diffusion à l'extérieur de la prison a été baptisé les « nonnes chantantes de la prison Drapchi ». Son discours lui a rappelé des souvenirs douloureux de torture, de passages à tabac et d'emprisonnement cellulaire. **Gyaltzen Drolkar** a finalement été relâchée en 2002 et a reçu l'asile en Belgique en 2004.

Dans ses conclusions, le député européen **Donskis** a souligné que l'Union européenne reste, dans ses relations avec la

Chine, l'otage des anciennes dynamiques de *realpolitik* et que le Tibet est un test décisif de la détermination de l'Union à prouver quelles sont les valeurs qu'elle défend. L'histoire a montré que le succès dans le domaine des droits de l'Homme n'est possible que lorsque les États-membres de l'Union parlent d'une seule voix. ■



Projection de *Leaving fear behind* au Parlement européen

Visite controversée en Chine du Premier ministre britannique David Cameron

En dépit de l'approche conciliante du Premier ministre britannique **David Cameron** vis-à-vis des autorités chinoises et de ses assurances qu'il n'avait pas l'intention de rencontrer le **Dalaï-Lama** à nouveau, alors que sa visite à Pékin prenait fin le 4 décembre 2013, les médias d'État chinois ont présenté la Grande-Bretagne comme un vieux pays insignifiant, sans autre utilité que « le tourisme et les études ».



Dessin: London Time

David Cameron a mené du 2 au 4 décembre une délégation commerciale britannique en Chine. Cette délégation était la plus importante après une période de froid diplomatique entre les deux pays que les autorités chinoises avaient mise au compte d'une rencontre en mai 2012 entre le **Dalaï-Lama** et **David Cameron** et son Vice-premier ministre **Nick Clegg**. Il n'y a pas eu toutefois de signes d'un impact négatif sur les relations commerciales entre les deux pays et certains chiffres montrent une augmentation du commerce avec le Royaume-Uni depuis cette rencontre. **David Cameron** a vivement critiqué la presse britannique pour son approche de la Chine, ce que plusieurs correspondants ont jugé « humiliant ». De vives inquiétudes ont également été manifestées au vu de l'accent mis durant cette visite sur l'économie au détriment des valeurs européenne essentielle de droits de l'Homme et de démocratie.

> Suite page 7

> Suite de la page 6

Malgré l'empressement du Premier ministre à plaire afin de remporter des contrats pour une Grande-Bretagne frappée par l'austérité, le *Global Times*, contrôlé par l'état chinois, a averti que, tandis que les Chinois accueillent le Premier ministre, « *sa visite cette fois-ci ne peut guère représenter la fin du conflit entre la Chine et le Royaume-Uni* ». Le *Global Times*, reflétant la colère des dirigeants chinois à la suite des commentaires du chef d'état-major de la Royal Navy concernant les tensions actuelles dans la mer de Chine orientale à la suite de la tentative de Pékin de s'attribuer le contrôle de l'espace aérien au-dessus des îles Senkaku administrées par le Japon, poursuivait : « *Le gouvernement Cameron doit reconnaître que le Royaume-Uni n'est pas une grande puissance aux yeux des Chinois. Ce n'est qu'un vieux pays européen apte au tourisme et aux études. Ceci est progressivement devenu la façon habituelle de penser du peuple chinois* ». (*Global Times*, "[China won't fall for Cameron's 'sincerity'](#)").

Les observateurs ont fait remarquer que faire de grands efforts pour épargner la susceptibilité des dirigeants chinois

ne faisait que saper les valeurs et les intérêts de l'Europe et, en fin d'analyse, l'affaiblissait au lieu de contribuer au développement d'une relation sino-européenne forte encourageant la Chine à devenir un meilleur citoyen global.

Au cours d'un débat intitulé « *Le Dalai-Lama est-il mauvais pour l'Occident ?* » et tenu à Londres la semaine précédant la visite de **David Cameron** en Chine, l'universitaire **Martin Mills** a soutenu que les véritables questions ne concernent pas le **Dalai-Lama** mais la Grande-Bretagne : « *Il s'agit de savoir ce que nous pensons de nous-mêmes et ce que nous voulons faire de notre culture morale et politique* ». **M. Mills** a souligné qu'en termes de commerce, même avec une croissance annuelle de 20 %, il faudrait cinq ans aux exportations britanniques vers la Chine pour rattraper celle vers la Belgique et plus de 15 ans pour rattraper celles vers l'Allemagne. Ceci, selon lui, soulève la question de savoir si la Chine vaut la peine de ces compromis, ajoutant qu'un régime autoritaire « *ne doit pas avoir le loisir de venir nous parler de questions concernant la civilisation et la culture politique britanniques* ».

La **CIT** a appelé les pays européens à élaborer une position commune concernant le droit de tous les dirigeants des États-membres de l'Union à accueillir et rencontrer le **Dalai-Lama** de toutes les façons qu'ils estiment appropriées afin de contrer les tentatives d'interférences ou les menaces provenant du gouvernement chinois. Ceci démontrerait la solidarité régnant au sein de l'Union, protégerait les États-membres individuels des pressions chinoises et signifierait qu'il n'appartient pas aux dirigeants de Pékin de dicter l'agenda politique des pays européens démocratiques.

Downing Street a nié tout changement de politique au sujet du Tibet : « *Notre position sur le Tibet est ancienne et il n'y a pas eu de changement* », a déclaré le porte-parole du Premier ministre. « *Nous voulons des liens commerciaux et diplomatiques forts avec la Chine. Nous voulons continuer à les renforcer et c'est cela qui est au cœur de la visite du Chancelier de l'Échiquier en Chine cette semaine* ». (*The Herald*, "[Downing Street denies Tibet policy change](#)"). ■

Deux auto-immolations de plus en décembre 2013

Deux auto-immolations de plus ont eu lieu au Tibet en décembre 2013, amenant le nombre de Tibétains qui se sont auto-immolés depuis février 2009 à 125.



Kunchok Tseten

Tsultrim Gyatso

Un Tibétain père de deux enfants, **Kunchok Tseten**, s'est immolé le 3 décembre dans la ville de Meruma, canton de Ngaba (Aba en chinois), déclenchant des manifestations alors que la population locale essayait d'empêcher la police de l'emmen-

après qu'il se soit écroulé en flammes sur la route. L'épouse de **Kunchok Tseten** et certains membres de sa famille ont disparu. Ils semblent avoir été arrêtés selon des sources tibétaines en exil.

Kunchok Tseten a été entendu criant alors qu'il descendait la route en courant, en flammes, souhaitant longue vie au **Dalai-Lama**, appelant au retour de Sa Sainteté au Tibet et à l'unification des Tibétains du Tibet et en exil.

Les forces de l'ordre sont arrivées rapidement sur les lieux et ont tenté d'emmen- **Kunchok Tseten** alors qu'il était encore en train de brûler, selon des sources tibétaines en exil. La population locale s'est rassemblée et a tenté de les

empêcher. Selon certaines sources, le face-à-face a duré jusqu'à une heure.

Après cela, la ville de Meruma, canton de Ngaba, préfecture autonome du Tibet et Qiang, province du Sichuan, a été verrouillée. Magasins et restaurants ont été fermés et les téléphones portables de certains ont été confisqués afin de tenter d'empêcher la diffusion de la nouvelle.

Selon les informations reçues de Tibétains en exil, **Kunchok Tseten** est mort peu après son immolation. Son corps n'a pas été rendu à sa famille. Selon de nouvelles informations provenant des mêmes sources, il avait participé à une

> Continued on page 8

> Suite de la page 7

manifestation à Lhasa durant la vague de troubles ayant parcouru le Tibet en 2008 et avait été renvoyé dans sa région natale de Machu par les autorités à cette époque.

Deux semaines plus tard, le 19 décembre 2013, un moine tibétain respecté du nom de **Tsultrim Gyatso** est décédé par immolation dans la ville de Amchok, canton de Sangchu (en chinois: Xiahe), province de Gansu.

Selon des sources tibétaines en exil, des moines se sont rassemblés à Amchok pour prier pour lui et ont essayé, plus tard dans la soirée, d'emporter sa dépouille pour des funérailles célestes au monastère Labrang dans la province de Gansu.

Une note manuscrite et signée de **Tsultrim Gyatso** a été reçue par des Tibétains en exil. Cette note explique que cette auto-immolation était un sacrifice destiné à assurer le retour du **Dalai-Lama** au Tibet. Il s'agit d'une démonstration forte de résistance et de désespoir, écrite en langue religieuse et réaffirmant les valeurs essentielles du bouddhisme tibétain ainsi que l'importance de sa survie. Selon une source citée par Radio Free Asia (RFA): «*Avant son auto-immolation à une intersection de Sangchu, il s'est rendu dans sa chambre après le déjeuner, a allumé une lampe, ouvert un livre d'enseignements de Bouddha et a rédigé sa lettre de suicide d'une page*», a expliqué au service Tibet de RFA un professeur tibétain à l'institut **Dalai-Lama** d'études supérieures de Bangalore, en Inde.

Cette note, écrite sous forme d'un poème et portant le titre *Larme dorée* commence par une expression de désarroi face aux souffrances ignorées des Tibétains («*À qui la souffrance des six millions de Tibétains doit-elle être témoignée ?*»). Elle fait référence à l'oppression au Tibet et à l'exploitation de ses ressources naturelles et minérales. Elle précise également que l'auto-immolation est une «*offrande*» pour le retour du Dalai-Lama dans sa patrie, pour la libération du jeune Panchen Lama (maintenu en captivité par les autorités chinoises depuis 1995) et pour le bonheur du peuple tibétain: «*Pour cela mon corps a été offert au feu.*» ■

Veillée devant une prison en soutien à un moine tibétain

60 à 70 moines et plusieurs centaines de laïcs se sont rassemblés ce mercredi devant la prison de la ville tibétaine de Nangchen (en chinois : Nangqian), Yushu, pour une veillée silencieuse en soutien à **Khenpo Kartse**, qui a été emprisonné à Chengdu, Sichuan, le 6 décembre 2013. Bien que cet événement ait eu lieu à Nangchen, **Khenpo Kartse** a été emprisonné à Chamdo (en chinois : Qamdo ou Changdu), selon des sources tibétaines.



Veillée silencieuse pour Khenpo Kartse devant la prison de Nangchen, le 15 janvier 2014.

Les images reçues du Tibet montrent une foule rassemblée devant les murs de la prison et leur tour de garde tandis qu'une autre photographie montre une foule silencieuse assise en cercle sur le sol, à l'extérieur de la prison. Selon des informations de sources tibétaines en exil, la foule s'est dispersée après qu'un responsable du bureau de la sécurité de Nangchen soit sorti leur parler, expliquant que les moines qui avait été arrêtés seraient relâchés et que des informations concernant le cas de Khenpo Kartse leur seraient communiquées.

Khenpo Kartse est un abbé (*Khenpo*) respecté au monastère Gongya à Nangchen, préfecture Kyegudo (Yushu) du Tibet autonome, dans la province de Qinghai. Selon l'écrivaine tibétaine basée à Pékin, **Tsering Woeser**, la police a informé l'avocat de **Khenpo Kartse** que l'affaire impliquait la mise en danger de la sécurité de l'État. Les Tibétains de la région ont exprimé leurs craintes que la poursuite de sa détention et sa condamnation ne déclenchent des troubles et une répression supplémentaire. «*S'il devait être condamné, ce serait comme si le ciel nous tombait sur la tête*», a déclaré **Tsering Woeser** (*Associated Press*, 17 janvier 2014).

Khenpo Kartse est connu pour ses initiatives destinées à préserver la langue tibétaine, par exemple en l'enseignant aux jeunes Tibétains. Il s'est également impliqué dans l'organisation d'équipes de moines pour secourir les victimes et aider

> Suite page 9

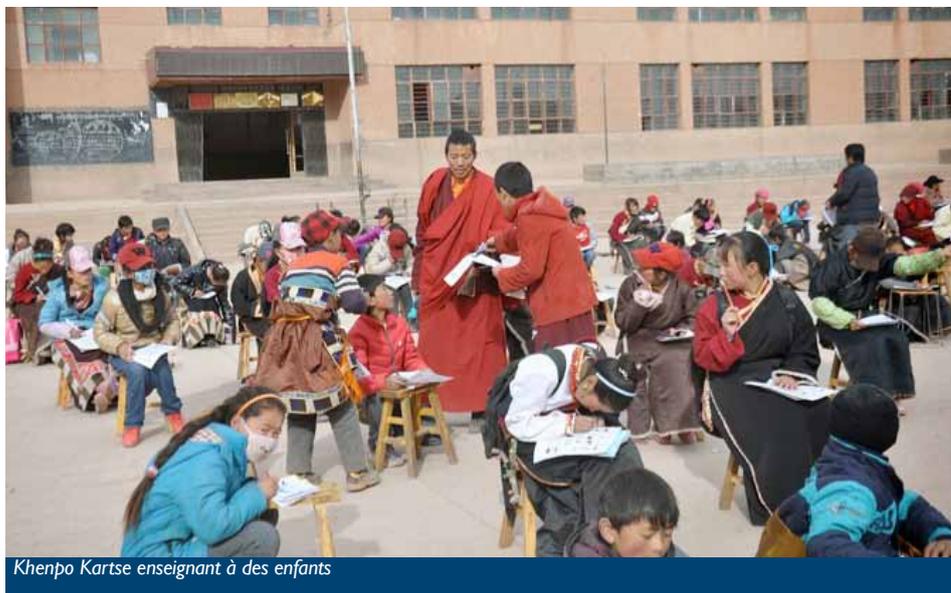
Tibet Brief

Un rapport de la Campagne Internationale pour le Tibet



Janvier 2014

> Suite de la page 8



Khenpo Kartse enseignant à des enfants

les survivants après les désastres ayant récemment eu lieu dans les régions tibétaines comme le tremblement de terre de Kyegudo (Yushu) en 2010 et le glissement de terrain de Drukchu (en chinois : Zhouqu). Après le tremblement de terre de Yushu, **Khenpo Kartse** a interviewé de nombreux témoins et a fait un film à ce sujet qui fut plus tard interdit de diffusion par les autorités.

Dans la détresse après sa mise en détention au début de mois de décembre, des centaines de moines rejoints par la population locale se sont rassemblés pour demander sa libération le 12 décembre 2013, portant des bandeaux blancs sur la tête et des bannières faites à la main portant en caractères tibétains et chinois des messages comme : « Relâchez Khenpo Kartse » et « Comprenez les difficultés d'étudiants séparés de leur maître ».

Bien que les manifestations aient cessé, le 20 et le 21 décembre, 16 moines ont été arrêtés sans que l'on sache où ils se trouvent et s'ils sont en bonne santé.

Selon des informations circulant sur les réseaux sociaux, plusieurs milliers de Tibétains ont également signé une

pétition appelant à la libération de **Khenpo Kartse**.

Dans une lettre manuscrite en date du 27 décembre et apparemment rédigée en prison, **Khenpo Kartse** a invité ses « sincères disciples » à ne pas se faire du souci pour lui et à s'abstenir de tout acte pouvant leur porter tort. Il n'a pas été possible de confirmer au-delà de tout doute l'authenticité de cette lettre qui a été diffusée sur les réseaux sociaux tibétains.

Traduite du tibétain, cette lettre précise : « Du fait de ma situation actuelle, je reste en prison à Chamdo mais je n'ai pas souffert de tort et je n'ai pas été battu. C'est pourquoi j'espère que la communauté monastique et la communauté laïque ne seront pas trop inquiètes. J'en appelle en particulier à mes sincères disciples pour qu'aucun d'entre vous ne souffre pour moi. Il est de l'intérêt de tous à long terme que les moines disciples se consacrent aux activités spirituelles du monastère et que les laïcs se consacrent à leurs occupations ordinaires. »

« Il semble qu'il y ait eu récemment confrontation entre des agents de la sécurité publique et les communautés

monastique et laïque. De tels incidents ne devraient pas avoir lieu du tout. Il faut montrer de la patience et il faut entretenir de bonnes relations avec les responsables et les services concernés de sorte que le problème actuel soit résolu rapidement et que toutes les activités spirituelles puissent reprendre. » **Khenpo Kartse** ajoute à l'intention de ses partisans et de ses disciples : « En attendant, les communautés monastique et laïque devraient réciter des prières à Tara et à la pratique du refuge. Les chapelles de la divinité et les monastères devraient mener toutes les cérémonies de prière possibles ».

La détention de **Khenpo Kartse**, qui était surveillé par les autorités locales depuis quelque temps, est dans la droite ligne des tentatives du pouvoir au Tibet de faire taire et de réprimer les individus dont l'influence est positive sur leur communauté, souvent des moines, des universitaires, des écrivains qui tentent de protéger les valeurs de l'identité culturelle et religieuse tibétaine.

Matteo Mecacci, président de la **Campagne internationale pour le Tibet**, a déclaré : « La détention de Khenpo Kartse, comme celle d'autres Tibétains qui travaillent dans la paix à préserver leur culture et leur identité, doit être source de grande inquiétude pour la communauté internationale. Tout d'abord parce que ces détentions ne respectent pas la loi et ne se basent sur aucune preuve pouvant justifier une décision grave comme la privation de liberté d'un individu. Ensuite parce que le harcèlement continu par les autorités chinoises de leaders respectés des communautés tibétaines aliène encore davantage les Tibétains qui vivent dans un environnement déjà très oppressif. Ceci est une tendance dangereuse qui doit être traitée urgemment et la communauté internationale doit appeler à la libération immédiate de Khenpo Kartse de prison. » ■

Le point sur les prisonniers politiques

Gedun Gyatso

Selon le centre tibétain pour les droits de l'Homme et la démocratie (CTDHD), un moine tibétain du monastère Bora a été condamné, plus d'un an après son arrestation dans le canton de Sangchu (en chinois : Xiahe), préfecture tibétaine autonome de Kanlho (en chinois : Gannan), à six ans de prison pour une manifestation liée à une auto-immolation.

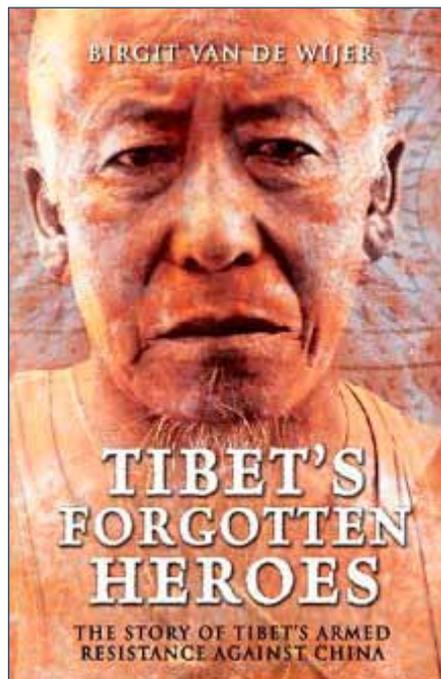
Gedun Gyatso a été arrêté en décembre 2012 avec quatre autres moines du monastère Bora, vingt-quatre heures après que **Sungdue Kyap** se soit auto-immolé à Bora. Hormis **Gedun Gyatso**, les quatre autres moines ont été relâchés séparément après avoir été détenus pendant des mois.

Les autorités chinoises ont tenu **Gedun Gyatso** en détention pendant plus d'un an avant sa condamnation. Il a refusé les chefs d'accusation et a maintenu imperturbablement, même durant son procès, qu'il n'était pas coupable « d'homicide volontaire ».

Gedun Gyatso est né dans le village **Lhabun Thangri Gapma**, ville de Bora. Sa mère a 80 ans et attend des nouvelles de son fils depuis plus d'un an. « *Personne n'a le cœur de lui dire la vérité concernant son fils. Elle pense toujours qu'il est parti faire un long voyage et va revenir un de ces jours* », selon l'une des sources du CTDHD. ■

Suggestion de lecture

Les héros oubliés du Tibet de Birgit Van De Wijer



En 1949, l'Armée de libération populaire chinoise envoie des troupes au Tibet. Les soldats chinois commencent par se comporter avec respect envers la population locale, distribuant vêtements, couvertures, outils, médicaments et même de l'argent. Rapidement toutefois, il apparaît clairement qu'une nouvelle ère de l'histoire tibétaine a commencé, une ère d'oppression, d'atrocités et de résistance.

Tibet's Forgotten Heroes est un document historique unique sur la résistance tibétaine à l'oppression chinoise. Pour la toute première fois depuis les événements, les quarante-huit témoignages de guerriers tibétains impliqués dans la lutte pour la liberté sont présentés intégralement, recréant ainsi avec vivacité et émotion les événements ayant eu lieu au Tibet depuis 1949.

Birgit Van De Wijer présente une transcription honnête des interviews, ne servant que de « passe-plat ». Des Tibétains ont mené les interviews et les ont traduits en anglais. Ce livre est le résultat de deux ans de travail de la part de douzaines de Tibétains.

Birgit Van De Wijer est titulaire d'une maîtrise (MA) en archéologie et d'une licence (BA) en études orientales. Elle a auparavant publié *Child Exodus from Tibet* (L'exode des enfants du Tibet) ou *Escape to Freedom: The Dangerous Trek of Tibetan Youth* (La fuite vers la liberté : randonnée dangereuse pour la jeunesse tibétaine). Elle donne des cours en Belgique sur le sujet de son premier livre et anime des ateliers éducatifs sur le Tibet dans les écoles primaires et secondaires de Belgique. Elle est intervenue à plusieurs reprises en tant qu'expert concernant la situation au Tibet, notamment par une intervention devant l'**intergroupe Tibet** du Parlement européen (Strasbourg, avril 2007). ■

10. Événements à venir

- ▶ 19 FÉVRIER 2014 : 100^e réunion de l'intergroupe Tibet du Parlement européen
- ▶ 10 MARS : anniversaire du soulèvement tibétain (1959)
- ▶ MARS 2014 : première visite officielle du président chinois Xi Jinping en Europe (y compris à Bruxelles)
- ▶ 3 – 28 MARS : 25^e session du Conseil pour les droits de l'Homme des Nations unies et adoption du rapport sur l'examen périodique universel de la Chine